

**MINISTÈRE DE LA SANTE
ET DE L'ACTION HUMANITAIRE**

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTE

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

DIRECTION DE L'EAU

Le ministre de l'environnement
Le ministre de la santé et de l'action humanitaire

à

Mesdames et Messieurs les Préfets des départements

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT
DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES DE L'ÉQUIPEMENT**

Messieurs les Préfets des Régions

**DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT**

CIRCULAIRE N° 04/du

8 JAN. 1993

concernant l'application de l'article 13.I de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Résumé : interprétation de l'article 13.I de la loi n°92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.
Premier inventaire des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine, créés avant la date de publication de la loi du 16 décembre 1964 et ne bénéficiant pas d'une protection naturelle efficace.

Mots clés : eau, consommation, périmètres, protection.

Textes de référence : loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, article L20 du code de la santé publique, décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié relatif aux eaux destinées à la consommation humaine et arrêté d'application du 10 juillet 1989, circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relatif aux périmètres de protection.

Texte abrogé : néant

... Commentaires sur l'article 13.I de la loi sur l'eau ...

L'article 13.I de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau complète les dispositions de l'article L20 du code de la santé publique relatif aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine, en indiquant : *" si un point de prélèvement, un ouvrage ou un réservoir, existant à la date de publication de la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ne bénéficie pas d'une protection naturelle permettant efficacement d'assurer la qualité des eaux, des périmètres de protection sont déterminés par déclaration d'utilité publique, dans un délai de cinq ans à compter de la publication de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.*

Jusqu'à la publication de cette dernière loi, l'obligation de mettre en place des périmètres de protection, au sens de l'article L20 du code de la santé publique, était réservée aux nouveaux points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine, l'acte déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement, introduit par l'article 113 du code rural, offrant un cadre juridique adapté pour définir les périmètres de protection (arrêté du 10 juillet 1989) mais aussi pour délivrer l'autorisation de distribution prévue par le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 visé en référence.

Toutefois, la possibilité de définir, toujours par voie de déclaration d'utilité publique, des périmètres de protection autour des points de prélèvement d'eau dont la mise en service restait antérieure à la date de publication de la loi du 16 décembre 1964 susvisée, était déjà offerte, à titre facultatif, par les dispositions du code de la santé publique. Les nouvelles dispositions introduites par la récente loi sur l'eau renforcent le système existant en rendant obligatoire la délimitation de ces périmètres autour de ces ouvrages, lorsque la protection naturelle de la ressource exploitée ne permet pas d'assurer efficacement la qualité des eaux.

L'expression "protection naturelle permettant efficacement d'assurer la qualité des eaux" reste délicate dans son appréciation dans la mesure où elle intègre simultanément plusieurs notions distinctes telles que la "protection naturelle" qui ne pourra être évaluée que par référence à des critères d'ordre géologique et hydrogéologique, et la "qualité des eaux" brutes prélevées et destinées, après traitement éventuel, à des fins de consommation humaine ; la notion d'"efficacité" également introduite par la loi sous-entend que la nature des risques ou des contaminations contre lesquels l'on souhaite se prémunir ait été clairement identifiée.

Il apparaît cependant possible d'indiquer plusieurs cas où manifestement les ressources exploitées ne bénéficient pas d'une protection naturelle suffisante pour se prémunir des risques de pollution liés à leur environnement, actuel ou futur ; il s'agit, :

1°) des eaux de surface (cours d'eau, lacs, retenues); de toute évidence, compte tenu des vitesses de transfert mises en jeu en cas de déversement accidentel, les prises d'eau de surface ne bénéficient pas d'une protection naturelle efficace. La définition des périmètres de protection devra tenir compte de la spécificité de cette ressource, conformément aux instructions de la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 citée en référence (annexe, 2ème partie), en distinguant le cas des prélèvements en cours d'eau de celui des prises d'eau réalisées dans les lacs ou retenues.

.../...

Pour le cas des prélèvements en cours d'eau, nous vous rappelons que la procédure de déclaration d'utilité publique conduira, pour l'essentiel, à délimiter une zone de protection rapprochée à l'intérieur desquels l'application de la réglementation générale de police des eaux en vigueur permet de renforcer le régime des autorisations requises en matière de déversements de substances polluantes. Cette procédure offrira également l'occasion de réfléchir, avec la collectivité concernée, à la sécurité de l'approvisionnement en eau et à la mise en place de systèmes d'alerte.

2°) des captages en eaux souterraines placées dans un "contexte hydrogéologique particulièrement défavorable" (ex : eaux de nappes alluviales, eaux contenues dans des terrains largement fissurés, etc) ; cette notion très générale sera à préciser dans chaque cas particulier par une analyse du contexte hydrogéologique de la ressource et une évaluation des risques de pollution, en considérant les différents éléments décrits dans la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 précédemment citée (annexe, première partie, chapitre 1.2). Seront ainsi examinés :

- * les caractéristiques géologiques et hydrogéologiques des terrains aquifères, ainsi que leur couverture éventuelle, qui conditionnent le transfert des substances vers l'eau et qui peuvent montrer que la protection naturelle n'est pas suffisante pour préserver la qualité des eaux prélevées ou se prémunir d'éventuelles pollutions à caractère accidentel ;

- * l'environnement des captages, qui permettra d'identifier la nature des risques de contamination de la ressource, et les données recueillies dans le cadre des programmes réglementaires d'analyses définis en application du décret modifié n°89.3 du 3 janvier 1989 visé en référence, en particulier lorsque aura été mise en évidence une contamination chimique ou microbiologique, permanente ou épisodique, des eaux brutes prélevées, significative de sources de pollutions émises en surface.

Nous attirons enfin votre attention sur le délai de 5 ans introduit par la loi sur l'eau, délai imposé aux collectivités locales pour mettre en place les périmètres de protection. A l'issue de ce délai, les collectivités qui n'auraient pas répondu aux nouvelles dispositions de la loi se trouveraient en situation d'infraction, sans pour autant être exemptées de leurs obligations.

... Premier inventaire des points de prélèvement relevant de l'article 13.I de la loi sur l'eau ...

Pour aider à l'application de l'article 13.I de la loi sur l'eau, compte tenu des délais imposés, nous souhaitons que vous preniez l'initiative d'identifier les points de prélèvement qui, en première analyse et sur la base des données existantes, paraissent, sans contestation, relever du domaine d'application de la loi.

Il s'agira par exemple de répertorier les prises d'eaux de surface et les captages d'eaux souterraines placés dans "un contexte hydrogéologique particulièrement défavorable" ; pour ces derniers, seront utilisés, outre les résultats des programmes réglementaires de vérification de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, les études et rapports géologiques déjà disponibles. Une première évaluation des risques de pollution liés à l'environnement pourra être réalisée sur la base des informations disponibles dans vos services, en ce qui concerne les activités, existantes ou projetées, présentant un risque potentiel élevé de pollution des eaux souterraines.

Quelle que soit la structure de travail que vous déciderez de mettre en place pour aider à la réalisation de ce premier inventaire, il nous apparaît une nouvelle fois nécessaire de souligner l'importance de la concertation avec l'ensemble des acteurs concernés. Le groupe de réflexion et d'évaluation que nous vous avons suggéré de créer (circulaire du 24 juillet 1990), composé d'élus, de représentants d'organismes professionnels, de l'agence de l'eau, de l'hydrogéologue coordonnateur et des services déconcentrés de l'Etat directement concernés, pourrait ainsi être saisi de ce dossier.

Les résultats de ces travaux pourront utilement être présentés pour avis devant le conseil départemental d'hygiène. Ce premier inventaire pourrait être rendu disponible au début du second semestre 1993.

A l'issue de ce premier travail, chaque collectivité concernée sera tenue informée de vos conclusions et invitée à lancer, dans les meilleurs délais, la procédure de déclaration d'utilité publique des périmètres de protection définies par l'article L20 du code de la santé publique. La délibération de la collectivité, préalable indispensable au lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique, devrait intervenir avant le 1er janvier 1994, compte tenu du délai de 5 ans introduit par la loi sur l'eau et du temps nécessaire à l'instruction de la demande par les services de l'Etat.

Ce délai de 5 ans entraine également une contrainte de gestion pour les services chargés d'instruire les demandes de déclaration d'utilité publique. A cette occasion, nous vous rappelons nos instructions antérieures (circulaire interministérielle du 24 juillet 1990) qui soulignent les engagements et responsabilités de l'Etat s'agissant :

- * de la nécessité d'instruire rapidement et dans la plus grande clarté la procédure de déclaration d'utilité publique, avec le souci de maintenir un dialogue permanent avec la collectivité ;
- * de l'utilisation circonstanciée des moyens d'actions réglementaires déjà offerts par les règlements de police des eaux et cela dans le but d'alléger les actes déclaratifs d'utilité publique ;
- * de l'intérêt de pouvoir disposer au niveau départemental d'un programme d'ensemble définissant les actions à réaliser pour améliorer la protection des ressources en eau utilisées à des fins de consommation humaine.

Dans de nombreux cas, les programmes d'amélioration dont il est fait état dans la circulaire du 24 juillet 1990 citée ci-avant devraient pouvoir être insérés dans les futurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux définis en application de l'article 5 de la loi du 3 janvier 1992 et du décret d'application n° 92.1042 du 24 septembre 1992. L'intérêt de cette nouvelle procédure permettra d'introduire une démarche globale de protection sur des parties de territoire dépassant largement les zones de périmètres de protection.

La présente instruction a reçu un avis favorable du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France et de la Mission Interministérielle de l'Eau.

La direction générale de la santé et la direction de l'eau seront destinataires de vos conclusions et des difficultés rencontrées ; vous voudrez bien tenir à leur disposition les informations nécessaires à une évaluation future de l'application des dispositions de l'article 13.I de la loi du 3 janvier 1992.

Fait à PARIS, le

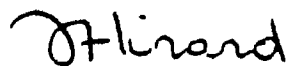
- 8 JAN. 1993

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministre et par délégation
le directeur de l'eau


Jean-Luc LAURENT

LE MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'ACTION HUMANTAIRE



Jean-François GIRARD